

Corrigé exercice 11.02 : Cas Lafleur

Cet exercice est une illustration de l'un des mécanismes d'exonération des plus-values de cession de fonds de commerce (dispositif de l'article 238 *quindecies* du CGI).

1. Les conditions et les modalités de l'exonération prévue par l'article 238 *quindecies* sont les suivantes :

- Le cédant doit relever de la catégorie des PME (employer moins de 250 salariés, réaliser un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros ou avoir un bilan inférieur à 43 millions d'euros).

- Son capital ne doit pas être détenu à hauteur de 25 % au plus par une entreprise ou par plusieurs entreprises ne remplissant pas les conditions énoncées ci-dessus.

M. Lafleur respecte ces conditions.

- L'activité transmise doit être commerciale, industrielle, artisanale ou libérale, ce qui ne pose aucune difficulté pour M. Lafleur.

Toutes les transmissions d'entreprise individuelle ou de branche d'activité sont concernées par la mesure d'exonération, y compris les cessions de fonds de commerce.

La cession envisagée porte bien sur l'intégralité du fonds commercial.

Les éléments transmis doivent avoir une valeur vénale inférieure à 300 000 euros pour que la plus-value soit exonérée en totalité (il existe une modalité d'exonération partielle lorsque la valeur est comprise entre 300 000 et 500 000 €).

En l'espèce, la cession est envisagée pour 400 000 €.

L'activité transmise doit avoir été exercée pendant au moins cinq ans à la date de sa transmission, et tel est le cas puisque M. Lafleur a créé son entreprise voilà 20 ans.

La plus-value est exonérée à hauteur de :

$$[(500\,000 - 400\,000) / 200\,000] \times 400\,000 = 200\,000 \text{ €}$$

La plus-value est taxée à 31,50 % pour un montant de 200 000 €.

Le fait que M. Lafleur cède son entreprise à une personne morale ne soulève aucune difficulté : Il n'est en aucun cas obligatoire de céder l'entreprise à une personne physique.

2. En cas de cession à titre onéreux, il ne doit pas y avoir de lien de dépendance entre le cédant et l'entreprise cessionnaire. Par conséquent, le cédant ne doit pas être dans l'une des situations suivantes :

- détenir, directement ou indirectement, le contrôle de la société cessionnaire. Tel est le cas si M. Lafleur possède plus de 50 % des droits de vote ou des droits dans les bénéfices de la société repreneuse ;

-exercer en droit ou en fait, directement ou indirectement, la direction effective de la société cessionnaire. Le respect de cette condition s'apprécie au moment de la réalisation de l'opération et au cours des trois années qui suivent, sous peine de remise en cause de l'exonération.

Sous réserve du respect de ces deux conditions, le fait que M. Lafleur détienne une participation minoritaire au capital de la société nouvellement créée ne soulève pas de difficultés, du moment qu'il ne la dirige pas.